

Le MRP vous parle !

Publication trimestrielle

Commission paritaire CP 1108G85106

Tiré à 430 exemplaires

Téléphone : 01 47 05 84 51

e-mail : amicalemrp@free.fr

site : www.amicalemrp

MARS-AVRIL 2009

n° 120

Un bulletin de liaison interne, intitulé « Le MRP vous parle ! », a été diffusé au début de mars sous le numéro 120. Il s'agissait en fait d'un supplément au numéro 119 du journal.

SOMMAIRE

| | | | |
|--|----------|---|----------|
| EDITORIAL | 3 | | |
| G 20 : Quelle mondialisation ? Quelle humanisation ? par Jean-Marie Daillet, président de l'Amicale du MRP | | | |
| PETIT JOURNAL DE NOTRE COLLECTE | 4 | | |
| Depuis sa création en octobre 1998, pour nous permettre de poursuivre la publication de notre journal, notre collecte nous a rapporté, au 31 mars 2009, 61.665 euros. | | | |
| DANS NOTRE COURRIER. L'âme commune traverse le temps. | 4 | | |
| DANS NOTRE HISTOIRE | | | |
| • Joseph Dumas : débardeur de marchandises dans une usine à 11 ans, puis ajusteur-mécanicien, animateur à la CFTC, chef d'un réseau de Résistance, élu député de la banlieue parisienne à 42 ans, il recueille le lendemain de son 46 ^e anniversaire les voix de 42% des congressistes MRP réunis à Nantes comme candidat aux fonctions de secrétaire général du Mouvement. | 5 et 6 | des fonctions ministérielles et un poste d'ambassadeur, seule femme députée MRP sous la Cinquième République (de 1958 à 1967). | 8 à 12 |
| • Albert Gortais : « le plus écouté, le plus applaudi et presque le plus chéri », au Congrès national du MRP à Strasbourg, en mai 1949, il y a soixante ans. | 7 | A LA RECHERCHE DU TEMPS PRESENT | |
| • Marie-Madeleine Dienesch, un personnage. Députée des Côtes-du-Nord, constamment réélue de 1945 à 1978, un mandat parlementaire durant 36 ans, entrecoupé par | 15 et 16 | Dans la presse : une revue d'esprits clairs et libres, de poètes et de chanteurs populaires, au fil des jours durant quatre mois. Avec un bonus pour Charles Delamarre directeur de « France-Forum », qui écrit : « Plus les responsables essaient de rétablir la situation par de belles paroles, moins on les croit. » N'est-ce pas laisser entendre qu'il y a encore aujourd'hui des filous de cette espèce en liberté dans des pays où les dirigeants se sont mis tardivement à prêcher la morale ? | |
| | | DISPARITIONS | 13 et 14 |
| | | • Odette de Coccola : résistante, militante MRP, collaboratrice de plusieurs ministres MRP, religieuse au service des enfants handicapés. | |
| | | • Denise Rendu, qui avait été la fiancée de Gilbert Dru | |
| | | • Jacques Gissinger | |
| | | • Arthur Anger. | |

Le nombre des abonnements et des dons que nous avons reçus depuis le début de l'année est encourageant.

Continuez, chers amis !

- | | |
|---|-----------------|
| • Cotisation à l'Amicale du MRP avec abonnement au journal « Le MRP vous parle ! » (4 numéros par an) | 35 euros |
| • Abonnement seul | 18 euros |
| • Don complémentaire facultatif pour la survie du journal : sans limitation | |
| • Paiement par chèque à l'ordre de Amicale du MRP et adressé à Amicale du MRP 133 bis, rue de l'Université – 75007 Paris | |
| • Vous pouvez régler l'abonnement, un don complémentaire et la cotisation avec un seul chèque ; nous ferons la répartition nous-mêmes. | |

G 20 : QUELLE MONDIALISATION ? QUELLE HUMANISATION ?

A Londres, la City, qui fut pendant deux siècles le poste de commandement du capitalisme impérialiste, colonialiste, mondialiste avant la lettre, vient d'accueillir un nouveau concert des nations, rassemblant les responsables de 20 pays, recrutés par cooptation des plus importants (autoproclamés). A cette occasion, les Etats-Unis d'Amérique, dont le Président tout neuf participait pour la première fois à ce genre d'aréopage, ont grâce à lui, à ses talents de communicateur et à la rupture qu'il incarne avec George W. Bush, retrouvé, selon tous les commentateurs, une capacité de **leadership**.

Le fait est qu'avec son charisme et son réalisme Barak Obama renouvelle la face d'une nation qui fut à son apogée après la victoire de 1945, mais qui n'a, depuis, cessé de perdre du terrain. Après une bonne après-guerre de prestige, de puissance militaire inégalée, d'innovation scientifique et technique sans précédent, d'intervention constructive dans l'organisation de la paix et la consolidation-protection de la démocratie ouest-européenne, la super-puissance occidentale a connu de cuisants échecs. On se rappelle surtout le Vietnam, oubliant bien d'autres revers : la perte de la Corée du Nord, mais aussi et surtout des reculs durables en Amérique Latine, où l'anticommunisme « primaire » de Washington a si longtemps – et encore aujourd'hui – fait le jeu des marxistes (à Cuba, au Chili, au Nicaragua), après avoir suscité et soutenu d'insupportables dictateurs. Pendant plus d'un demi-siècle, la diplomatie de Washington s'est réduite à une « défense des intérêts américains » au jour le jour, confinant à une politique de gribouille, finalement nuisible à l'intérêt stratégique des USA.

Ce sont de telles bévues, aux conséquences épouvantables, qui ont alarmé les Européens, alliés fidèles mais embarrassés, renâclant à être embarqués dans des mésaventures telles que l'invasion de l'Irak, fondée sur des fantasmes.

Nous, Français, nous, Européens, n'avons certes pas de leçons à donner à nos partenaires, surtout à ces Américains à qui nous devons (sans oublier les Russes...) la libération de l'hitlérisme, du fascisme, du soviétisme. Nous devons seulement leur faire remarquer qu'ayant perpétré, pour avoir vécu une plus longue histoire, bien plus d'erreurs et de crimes internationaux qu'ils n'ont pu en commettre, nous savions mieux - d'expériences cruelles – ce qu'il ne faut pas faire au XXIème siècle : par exemple, la guerre « préventive ». Dieu merci, Cheney et Rumsfeld n'ont pas réussi à faire attaquer l'Iran (1) par Israël ...

Le G20, dont le premier objet était la crise financière, aura eu le mérite de ne pas oublier les pays pauvres. On regrettera qu'il n'ait pas abordé le conflit israélo-palestinien qui risque de s'aggraver avec la nouvelle équipe Netannyahou. Au moins l'Union Européenne, si elle joue pleinement son rôle dans le dialogue permanent qui s'instaure entre elle, l'Amérique, et les autres, apporte-t-elle l'exemple de ses victoires sur le nationalisme, sa culture politique son incomparable connaissance du Proche-Orient... et son humanisme. La mondialisation est en marche, techniquement, politiquement. Soit ! Mais il dépend beaucoup des Européens qu'elle humanise la terre, sans y laisser régner le veau d'or, à détrôner par l'économie sociale de marché.

par **Jean-Marie Daillet**
président de l'Amicale du MRP

(1) L'étude la plus récente et la plus objective sur l'Iran, qui vient de paraître (février 2009) aux éditions Jean Picollec, est due à l'avocat franco-iranien Ardavan Amir-Aslani, **Iran, le retour de la Perse**, 408 p. 24 euros.

PETIT JOURNAL DE NOTRE COLLECTE

Depuis le début du mois de décembre 2008 jusqu'à la fin du mois de mars 2009, le journal « Le MRP vous parle ! » a reçu de ses lecteurs 39 dons dont le total atteint 1.933 euros (12.680 francs).

Depuis qu'elle a été ouverte, en octobre 1998, il y a dix ans et demi, cette collecte a produit 61.665 euros (404.496 francs), apportant ainsi une aide précieuse dans le financement du journal, à savoir, en moyenne, 1.504 euros (9.866 francs) pour chacun des 41 numéros réalisés durant cette période.

Au départ, certains d'entre nous ont émis un doute sur les chances de faire durer plus de trois ans cette entreprise, en raison du nombre décroissant de nos lecteurs sous les effets de l'âge. C'était sous-estimer l'intérêt qu'ils trouvaient dans le journal et leur générosité.

Au surplus, le succès de cette participation facultative au financement du journal nous a permis de maintenir le prix de l'abonnement annuel à 18 euros, dans le souci de ne pas en exclure nos amis, nombreux, ayant des revenus très modestes.

Ce succès nous invite nous-mêmes à trouver les moyens de dégager des ressources nouvelles du patrimoine de l'Amicale. Savoir le faire sera la meilleure façon de remercier nos lecteurs.

J.P.

Liste des donateurs

| | | | |
|--|-----|---|-----|
| • Aplou Gaston à La Roche-sur-Yon (Vendée) | 65 | • Goetschy Henri à Riedisheim (Haut-Rhin) | 45 |
| • Aspard Robert à Asnières (Hauts-de-Seine) | 15 | • Hauchart André à Hénin Beaumont (Pas-de-Calais) | 35 |
| • Belliard Luc à Nantes | 15 | • Houlier Bernadette à Chaville (Hauts-de-Seine) | 50 |
| • Brunaud Pierre à Niort | 15 | • Laurent Jeanne à Caluire et Cuire (Rhône) | 15 |
| • Catherin Henri à Arcueil (Val-de-Marne) | 15 | • Leguen Jean-Claude à Plouha (Côtes d'Armor) | 15 |
| • Chappet Jean au Havre | 5 | • Leques Jean à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) | 15 |
| • Chelini Jean à Eguilles (Bouches-du-Rhône) | 15 | • Lepoix Andrée à Carpentras (Vaucluse) | 20 |
| • Cheron Jean à St Germain du Corbeis (Orne) | 65 | • Lesurt Jean-Marc à Paris | 15 |
| • Clabaut-Lecable Nicole à Neuilly-sur-Seine | 115 | • Louf Marcel à Paris 13è | 15 |
| (Hauts-de-Seine) | | • Mestayier Monique à Douai (Nord) | 15 |
| • Comyn Marcel à Roquebrune (Alpes-Maritimes) | 15 | • Moutardier André à Brinon-sur-Sauldre (Cher) | 15 |
| • Denet Pierre à Epinal (Vosges) | 15 | • Pinta Claude à Vincennes (Val-de-Marne) | 15 |
| • Dubois Georges à Mantes la ville (Yvelines) | 65 | • Pinta Jean à Vincennes (Val-de-Marne) | 50 |
| • Dubois Jacques à Boulogne (Hauts-de-Seine) | 5 | • Potus Louis à Voiron (Isère) | 15 |
| • Dubourg Guillaume à Clermont-Le-Fort (Haute-Garonne) | 15 | • Quay Henri à Lyon 9è | 5 |
| • Fontanet Hélène à Paris 16è | 50 | • Sauvage Bernard à Sainte-Geneviève-des-Bois | 715 |
| • Frécon Guy à Firminy (Loire) | 3 | (Essonne) | |
| • Garde Marie-Thérèse à Boulogne-Billancourt | 115 | • Seitlinger à Rohrbach les Bitche (Moselle) | 100 |
| (Hauts-de-Seine) | | • Teitgen François à Paris 16è | 15 |
| • Gengenwin Germain à Schaeffersheim (Bas-Rhin) | 65 | • Trossat Jean-Luc à Lyon 1er | 25 |
| • Glaume Maxime à St Jean de Braye (Loiret) | 15 | • Wanaverbecq Catherine et Roger à Paris 20è | 50 |

DANS NOTRE COURRIER

Quelques uns de nos abonnés joignent à leur chèque de renouvellement une lettre, courte ou longue, toujours aimable et encourageante.

Ainsi, **Gabriel Comyn**, en retraite à Roquebrune-Cap Martin, entre Menton et Monte-carlo, nous rappelle-t-il son action de militant et de candidat dans la Somme, en compagnie de **Jules Delemotte**, qui avait été élu député MRP à l'élection de la deuxième Constituante, en juin 1946. Il se souvient aussi du soutien que lui avait apporté **André Diligent** dans sa campagne aux élections législatives de 1967 dans la circonscription de Montdidier, qui comptait 230 communes.

Parlant de l'élection présidentielle de 2007, il écrit : « Pour moi, un seul candidat défendait les valeurs qui ont guidé notre engagement au MRP. La plupart de ses amis l'ont quitté avant le premier tour pour avoir un poste ou se sont éloignés au deuxième tour pour être réélus. »

Nicole Clabaut-Lecable, de Neuilly-sur-Seine, ajoute à son chèque de 150 euros ses « bons vœux pour toute l'équipe ». **Jean Chappet**, du Havre, nous adresse ses « meilleurs vœux » nous rappelle la sortie d'un livre de **Denis Lefèvre**, « **Marc Sangnier, l'aventure de catholicisme social.** »

Jean Pinta, de Vincennes, qui est déjà venu, dans une des dernières assemblées générales de l'Amicale, pour nous rappeler sa conviction, la place du MRP dans la politique française, nous écrit : « Quel plaisir de lire chaque trimestre le bulletin ! Appartenant aujourd'hui au « peuple de gauche » (depuis 1975), j'apprécie le souci permanent qu'a toujours eu le MRP de ne pas vouloir être assimilé à la droite, même si la gauche n'a pas toujours été tendre avec lui. »



**CANDIDAT AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DU
MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE
JOSEPH DUMAS OBTENAIT 42% DES SUFFRAGES
EXPRIMES AU CONGRES NATIONAL DE NANTES LE
18 MAI 1950. ANDRE COLIN ETAIT REELU**

Ajusteur-mécanicien de profession, chef d'un réseau de la Résistance, formé à l'action syndicale par la CFTC, Joseph Dumas, une fois élu député de la banlieue Est de Paris, en juin 1946, devient rapidement l'un des principaux animateurs, au sein du Groupe MRP, de la défense et de la promotion de la classe ouvrière.

par Jacques Parini

Aux grandes réformes sociales et économiques déjà réalisées par le Gouvernement du Général de Gaulle en 1944 et 1945, Joseph Dumas veut en ajouter d'autres et il se montre impatient de les voir prises en considération par le Parlement, débattues et votées, puis appliquées par le Gouvernement.

Ainsi est-il le premier député à demander le retour à la liberté des salaires (suspendue par décret en 1939) dans le cadre de conventions collectives de travail négociées entre le patronat et les syndicats de salariés. Sur ce sujet, il lance une sorte de campagne auprès des différents groupes de l'Assemblée Nationale, dès 1948. Les choses mûrissant lentement mais sûrement, il dépose le 10 février 1949 une proposition de loi qu'il a préparée avec les experts de la CFTC. Le sujet est complexe, socialement, économiquement ; il pose le problème du rôle de l'Etat dans la défense et la promotion des travailleurs. Le texte déposé est accueilli avec une certaine surprise, par sa qualité et la dimension de ses objectifs. Des jalousies se manifestent : Henri Lespès, député de la Seine-et-Marne, ex-MRP passé au RPF, va l'imiter avec un texte, le 1^{er} avril, et Marius Patinaud, député communiste de la Loire, va en faire autant mais seulement le 2 décembre...

Le Gouvernement, qui est dirigé par Georges Bidault et où Paul Bacon est ministre du Travail, approuve l'initiative prise par Joseph Dumas en déposant le 22 novembre 1949 un projet de loi, élaboré par les services ministériels mais ayant le même objet.

La Commission du Travail, présidée par Louis Beugniez, député MRP du Pas-de-Calais, charge Edouard Moisan, député MRP de la Loire-Inférieure, de rapporter l'ensemble de ces textes devant l'Assemblée Nationale. Par son ampleur - il concerne les entreprises publiques comme le secteur privé -, et par les conséquences qu'il doit avoir sur le fonctionnement des entreprises et sur la vie des travailleurs, le projet de synthèse demande des études très spécialisées (il est exposé dans le Rapport d'activité du Groupe MRP distribué au sixième congrès national du MRP à Nantes, en mai 1950 (Pages 60 à 81).

A l'issue des discussions en séance publique, en 1950, le vote massif des 150 députés MRP est déterminant pour en assurer l'adoption. Après avoir voté contre en première lecture, le Groupe communiste se ravise en seconde lecture et vote avec le MRP. Louis Bonnet, député MRP de l'Isère, agent technique de profession, y a fait ajouter, par amendement, que « dès la

promulgation de la loi et sans attendre la conclusion des conventions collectives nationales, régionales ou locales, les employeurs et les organisations syndicales les plus représentatives de travailleurs pourront conclure librement des accords de salaires ».

Ainsi, dès 1950 des hausses de salaires deviennent possibles en cas d'accord entre patrons et employés.

Autre grande résolution chez l'ouvrier syndicaliste-député Joseph Dumas : libérer les travailleurs noirs des territoires français d'Afrique du travail forcé, illégal mais encore très largement pratiqué après la guerre. Le 9 août 1948, il dépose une proposition de loi « tendant à instituer un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés ».

Un tel projet est aussi difficile à conduire au succès que le projet de libération des salaires. Il se heurte en effet à de gros intérêts privés, souvent camouflés et même à une certaine indifférence dans l'opinion publique métropolitaine.

Présidée par Jean-Jacques Juglas, député MRP de la Seine, la Commission des Territoires d'outre-mer a d'abord cherché à s'informer, en chargeant successivement Gaston Defferre, un élu noir d'Afrique et Léopold Senghor, député du Sénégal, de procéder à une enquête. Mais tous les trois s'en sont lassés et ont renoncé. La Commission réagit avec une certaine sévérité et charge Joseph Dumas de faire le travail.

Le député de la Seine accepte sous réserve que la Commission participe collectivement aux recherches et tiende deux séances par semaine, pour rattraper un retard injustifié. Il obtient satisfaction sur cette méthode. Mais, sur le fond, il continue à se heurter à de vives résistances, notamment au Palais-Bourbon, du côté des Indépendants et des radicaux. Il surmonte les obstacles en travaillant en liaison avec les experts de la CFTC, parmi lesquels des syndiqués africains. Et son projet se trouve structuré dans un projet de code du travail outre-mer, différent du code du travail appliqué en métropole et adapté, avec des avancées sociales nouvelles, aux problèmes africains.

Ce travail considérable permet au rapporteur Joseph Dumas de faire voter un texte valable par l'Assemblée Nationale avant la fin de la législature, en 1951, mais trop tard cependant pour qu'il soit examiné par le Conseil de la République avant cette échéance. Dans les rangs de la droite et des radicaux, on

espère un peu que la future assemblée sera plus accommodante...

Cependant, à l'issue des élections législatives de juin 1951, Joseph Dumas garde son siège de député et il retrouve ses fonctions de rapporteur de la Commission sur ce projet. La droite ne désarme pas pour autant, du moins pas tout de suite. Elle fait intervenir dans les débats à l'Assemblée deux experts du monde des affaires, au surplus bons orateurs, l'un et l'autre radicaux : Henri Caillavet (Lot-et-Garonne) et Paul Devinat (Saône-et-Loire). Les délais succèdent aux délais. A la Conférence des présidents, où on établit le programme des travaux, on traîne les pieds. Pensez, ma bonne dame : « le code du travail que nous propose Joseph Dumas est encore plus progressiste que celui que nous avons en métropole ! » Ce qui est exact.

En revanche, Joseph Dumas dispose, depuis le 8 mars 1952, de l'appui du ministre de la France d'outre-mer du nouveau Gouvernement, celui d'Antoine Pinay, qui n'est autre que Pierre Pflimlin.

Finalement, le projet de code du travail pour les territoires d'outre-mer revient, pour une dernière lecture, devant l'Assemblée Nationale, le 6 novembre 1952. Il compte 241 articles. La discussion s'étale sur plusieurs séances. Elle se termine dans la nuit du 22 au 23 novembre par un vote qui est instructif sur l'état d'esprit des opposants :

- 353 députés votent pour : MRP, IOM, 18 UDSR, socialistes, communistes, 10 RPF, 10 « Paysans », les 7 radicaux et les 7 Indépendants membres du Gouvernement ;

- 1 vote contre : le général Adolphe Aumeran, député d'Alger, apparenté au Groupe des Républicains Indépendants (qui se fera connaître en août 1954 en signant avec Herriot la « question préalable » sur laquelle échouera la ratification du traité créant la Communauté Européenne de Défense).

- La droite, dans son ensemble, s'abstient volontairement

- Le vote du Groupe MRP est expliqué à la tribune par Jonah Ranaivo, député de Madagascar : « Le code du travail est le plus beau cadeau de Noël que la France puisse faire aux populations d'outre-mer. »

La nouvelle loi est promulguée le 15 décembre 1952 et publiée dans un tirage spécial du Journal Officiel (n° 52-1055).

Joseph Dumas continue à recevoir de nombreuses lettres de félicitations envoyées par des travailleurs noirs africains. Parmi elles, se trouve celle que David Soumath, président des syndicats CFTC de l'Afrique Occidentale Française, lui a adressée, depuis Conakry dès 1951 :

« Je dois te dire que ce code a fait de toi le meilleur défenseur de la cause des populations de l'Union Française. Pense donc que Sékou Touré, celui-même qui en 1946 sabotait nos réunions à Conakry, a prononcé l'autre jour, au cours d'une meeting CGT, un véritable panégyrique du rapporteur du code. « un MRP qui, mieux que nos propres parlementaires, assure résolument notre défense et celle des intérêts de nos fils et petits-fils ».

L'audience de Joseph Dumas, forte parmi les parlementaires MRP, l'est aussi chez les militants et les cadres du Mouvement, où il représente ce qu'on appelle encore parfois la tendance travailliste, réservée et même hostile à une majorité parlementaire d'où les socialistes se trouveraient exclus.

Au Congrès national de Nantes, l'ordre du jour du 18 mai 1950, prévoit le renouvellement du poste de secrétaire général du Mouvement. Il y a deux candidats : André Colin, sortant, et Joseph Dumas.

André Colin est réélu avec 314 voix... Joseph Dumas en obtient 224, soit 42% des suffrages exprimés (41,63 exactement). Ce résultat ne peut pas être ignoré quand on s'intéresse à l'histoire du MRP.

N.B. La photo utilisée en couverture date de 1946 ; celle qui ouvre cet article est de 1951.

Nous en avons rédigé le texte en nous référant à nos souvenirs, à nos archives, notamment aux rapports d'activité du Groupe MRP distribués aux congrès nationaux du Mouvement de Nantes, de Bordeaux et de Paris en mai 1950, mai 1952 et mai 1953, aux documents que nous a adressés aimablement le service des archives de l'Assemblée Nationale (portraits, informations sur le milieu social, la formation scolaire et le milieu professionnel de l'élu avant son élection).

Notre ami est décédé le 30 janvier 1971.

- Edité par l'Amicale du MRP, ; « Le MRP vous parle ! » est un journal d'information et d'étude dans les domaines politique et social.
- Administration : 133 bis rue de l'Université 75007 Paris
- Edition et routage : Dupli-Print Paris - 3, rue de Richelieu 75007 Paris : téléphone 01 55 35 91 10
- Commission paritaire de la presse : CP 1108 G85106
- Directeur de la publication : Jean-Marie Daillet

Si vous avez dans vos archives des documents sur les militants et les élus MRP, et sur leurs actions dans leurs départements, n'hésitez pas à nous en informer !

D'avance, merci !

IL Y A 60 ANS : DE TOUS LES ORATEURS AU CONGRES NATIONAL DU MRP A STRASBOURG, EN MAI 1949, « IL FUT LE PLUS ECOUTE, LE PLUS APPLAUDI ET PRESQUE LE PLUS CHERI »...

3. — LE MONDE. — 31 mai 1949.

Après le congrès de Strasbourg

Le M.R.P. ne permettra pas la formation d'une majorité de rechange

Le cinquième congrès national du M.R.P. est terminé. Les difficultés vont commencer, et d'abord sur le plan intérieur du mouvement lui-même. Trop rapidement et trop complètement « accroché » au pouvoir ce jeune parti semble déjà connaître une querelle des générations. Perdant la majorité de ses électeurs, il a sans doute réussi à conserver la presque totalité de ses cadres que des rivaux plus heureux peuvent lui envier aujourd'hui. Mais on a senti tout au long du congrès une poussée de la base vers le sommet, des militants vers les ministres comme s'ils leur reprochaient de succomber déjà à ce retour, à cette revanche du passé que les uns et les autres ont cependant condamné sans appel pendant trois jours.

Le retour au passé, ce serait pour le mouvement lui-même retrouver sa clientèle d'autrefois et consentir pour cela les sacrifices nécessaires. Ce serait en somme « devenir un grand parti conservateur intelligent » comme ne l'a pas voulu M. P.-H. Teitgen, et tout le congrès avec lui. Doit-il pour autant devenir un « petit parti » comme le supposerait l'exigence d'une pureté intégrale ? M. Bidault ne le croit pas. Un « parti de classe » comme le suggérerait l'impératif de la reconquête ouvrière ? Nul ne l'accepte. Mais alors ? « Ni excommunications ni transaction », a dit M. Teitgen, qui définit les limites du « modérantisme ». « Nous ne changerons ni d'avis ni d'amis », a déclaré M. Bidault, qui se dit l'homme de la « modération inflexible ».

C'est le propre d'un congrès que d'être optimiste. Un parti qui ne croit plus à son avenir et ne le cherche plus est assuré de trouver son déclin. Mais il a semblé à entendre ses orateurs que les conservateurs se pressaient de nouveau en foule aux portes du M.R.P. et qu'il convenait de les trier, de leur imposer une visite et d'éprouver leurs bonnes moeurs, en bref de faire le difficile. Penser au demeurant que l'hypothèque communiste et l'hypothèque gaulliste sont levées c'est se tromper gravement, comme le prouve chaque élection partielle.

Le temps de la facilité n'est donc pas venu ni pour le M.R.P. ni pour aucun des partis de la « troisième force ». C'est au contraire le moment d'assurer son

unité et d'affermir son action. Tout malentendu et tout malaise n'ont pas, semble-t-il, entièrement disparu. Il est entendu que militants et ministres sont d'accord sur les objectifs, qu'ils ne divergent que sur les moyens : les uns voulant aller droit au but, les autres par des chemins détournés. La « modération » de M. Bidault n'est peut-être que tactique. Elle n'en a pas moins nui à son élection. Et le problème de la direction du mouvement n'est sans doute pas entièrement résolu. Il serait même aggravé si le mouvement devait perdre son secrétaire général adjoint, qui fut de tous les orateurs le plus écouté, le plus applaudi et presque le plus cheri.

L'élection de M. Bidault

C'est par 753 voix sur 854 votants que M. Georges Bidault a été élu président national du M.R.P. M. André Colin, qui a été réélu secrétaire général, en a obtenu 753.

Il est certes bien vain de lier le problème de l'orientation du mouvement à celui de sa direction. Le M.R.P. ne veut pas être un autre parti radical. Il est un point de ressemblance cependant : de gauche ou de droite, l'un comme l'autre demeure sentimentalement attaché au prestige acquis tout au long des années, à la personne d'un chef en qui sa longue ou brève histoire revêt pour sa consolation ou son espérance.

Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, l'audition des orateurs et la lecture des motions ne laissent aucun doute sur les désirs partagés des militants et des ministres : refus réitéré cent fois de revenir sur les conquêtes sociales, refus de constituer avec les conservateurs une majorité de rechange, refus encore de céder à « la politique de sabotage » des communistes comme à « la nocivité de l'action » du Rassemblement, refus enfin d'une politique à la petite semaine.

Mais le congrès a bien eu aussi le sentiment que ce que l'on accepte vaut encore mieux que ce que l'on refuse. Aussi a-t-il proposé, notamment dans le domaine économique et social, toute une politique positive qu'il appartiendra au gouvernement d'examiner.

JACQUES FAUVET.

C'était Albert Gortais, qui s'était révélé aux militants dès le 14 décembre 1945 au deuxième congrès du MRP, à Paris, par cet appel : « Nous avons à libérer l'homme de l'injustice, de la haine, de la dictature et de l'argent ! »

De décembre 2008 à fin mars 2009

par Jacques Parini

UNE ENORME BOULE ROUGE

« Si de chaque goutte de sang
« Versée par un enfant
« Jaillissait un coquelicot
« La Terre ne serait plus bientôt
« Qu'une énorme boule rouge
« Et rouge comme la honte...

Texte de Victor Simal et Serge Utgé-Royo, musique de Serge Utgé-Royo (à l'époque des bombardements américains au Vietnam).

HIROSHIMA-GAZA

Extrait du *Courrier des lecteurs*, dans « *Le Monde* » daté du 6 janvier 2009 :

« ... Même un journal comme « *Le Monde* » n'échappe pas au conformisme et à l'aveuglement ambiants... Votre article de mardi sur le bombardement de Gaza avec ses 360 morts et 1700 blessés s'intitulait « Les raids israéliens sur Gaza montrent leurs limites. » Dans cinquante ans, on éprouvera le même sentiment de vague honte rétrospective en revoyant ce titre. »

Grégoire Feyt, à Grenoble.

L'ONU-GOLGOTHA

Le 6 janvier 2009, des obus israéliens tuent quarante trois civils israéliens dans une école des Nations Unies à Jabaliya, dans le secteur nord de la bande de Gaza.

Ces quarante victimes, en grande majorité des femmes et des enfants, avaient cru y trouver refuge ; les avions israéliens avaient au préalable lancé des milliers de tracts dans leur quartier en les invitant à s'éloigner du champ de bataille.

Ben-Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, est en visite à Jérusalem. Il se dit « scandalisé » mais « raisonnablement optimiste » sur les chances de parvenir à l'annonce d'un cessez-le-feu en moins de 48 heures. Les bombardements israéliens continuent ; l'hôpital Chifa, à Gaza, est en feu. L'ONU reste de glace. Faut-il lui rappeler que depuis 1967 elle demande au gouvernement d'Israël de retirer de Palestine ses troupes d'occupation ? Shocking, Sir !

MAINS PROPRES ?

Dès le début de l'opération « Plomb durci » (un intéressant néologisme) pour désigner un massacre), le 27 décembre, des personnalités des grands pays occidentaux, et même des dirigeants politiques, pour la plupart diplômés de grandes universités et animés – ce sont eux qui le disent – des valeurs de l'humanisme chrétien, se rendent à Jérusalem. Ils s'honorent d'une visite à Ehoud Olmert, Premier ministre, et à Ehoud Barak, ministre de la Défense nationale et chef du Parti travailliste. Là, il leur est épargné de voir ce qui se passe à Gaza : des femmes et des enfants déchiquetés, têtes et pieds détachés des corps, des nourrissons transformés en bouillie sanglante, des tas de chair brûlée, sous l'effet de l'explosion des obus, des éclats d'acier et des flammes au phosphore. Ont-ils au moins demandé à voir les photos prises dans cet enfer par les reporters de guerre ?

Ce qu'on sait, c'est qu'en sortant de leur visite ils ont serré les mains des scénaristes de « Plomb durci ».

Se sont-ils lavé les leurs, à la sortie, par instinct d'hygiène mentale ?

LA VERITE N'EST PAS NEGOCIABLE

- Le 5 janvier, le Père Musallam, curé de la paroisse catholique de la Sainte-Famille à Gaza, déclare à Sophie Leboun de « *La Croix* » : « Gaza n'est plus une prison, c'est un zoo où s'expose notre humiliation »
- Le 6 janvier, trois jours après l'entrée des tanks israéliens dans la ville de Gaza, Hugo Chavez, président du Venezuela, expulse l'ambassadeur d'Israël à Caracas.
- Le 7 janvier, le cardinal Renato Martino, président du conseil pontifical Justice et Paix, déclare au quotidien italien en ligne « *Il Sussidiario* » que la bande de Gaza « ressemble de plus en plus à un grand camp de concentration. »
- Le 8 janvier, l'épouse du président égyptien Moubarak déclare au représentant du « *Figaro* » : Nous accusons Israël de crimes de guerre ».

UN JUSTE

« Je suis juif et aujourd'hui j'ai honte. Je suis juif et j'entends ces bruits, ces bombes, ces souffrances qui hurlent. C'est l'histoire qui me revient pour m'éclater à la face. L'histoire que mes parents m'ont léguée pour honnir la guerre honteuse. Je suis juif et je vois le sang, le sang qui coule sous les bombes comme à Guernica. Je suis juif et je sais la révolte désespérée contre l'étouffement et la famine du ghetto de Varsovie, l'indifférence absolue qui précédait, comme à Gaza.

« Je suis juif et je suis frère de racine et d'histoire de ces hommes d'Israël. Ces fils de victimes endossant aujourd'hui l'armure des bourreaux...

« Gaza martyr, Liban martyr, Jenine martyr, et rien d'autre ne vibre dans leur âme qu'énerverment et une volonté de soumettre ! Que leur demeure-t-il de sens humain ? ...

Serge Grossvak, membre de « *l'Union juive française pour la paix* », le 7 janvier, dans un article de la revue « *Les réseaux du Parvis* », supplément au numéro 03 de février 2009.

Le mouvement des Parvis est géré au 68 rue de Babylone, dans le 7^{ème} arrondissement à Paris. Il se situe dans la longue lignée des mouvements qui, depuis plus de quatre-vingts ans, ont assuré la publication de « *La Quinzaine* », « *Sept* », « *Temps Présent* », « *Le Bulletin* », « *La Lettre* » ... Georges Hourdin y joua un rôle très important... Par sa fermeté dans ses engagements dans l'Eglise et dans la vie politique, il reste membre du Groupe « *La Vie* ».

O DIEU DEFIGURE !

O toi, si loin, si près,
Abîme de silence ...
Pourquoi t'es-tu laissé
Masquer par les désirs
Les tourments que les hommes
Ont projetés sur toi ?
Qu'il est long, léger, lourd,
Ton silence muet !
Fais-tu parfois vers nous
Quelque signe discret ?
O Dieu des galaxies,
Des mondes ignorés,
De tous les infinis
Aurais-tu le visage
D'un enfant qui sommeille ?

Extraits d'un poème de Gérard Bessière paru dans la revue « Jésus-Les Cahiers du Libre Avenir », numéro 139 - décembre 2008. Adresse : Revue Jésus 27240 Damville.

CHAQUE JOUR DE PLUS SERA UN JOUR DE TROP

Equilibre dans le jugement des motivations d'Israël et du Hamas et emploi talentueux de la langue française, la plus belle du monde, chez Dominique Eddé, une femme écrivain franco-libanaise dans « Le Monde » daté du 6 janvier 2009.

D'abord le récit des « grandes » opérations de l'armée israélienne : « Les raisins de la colère » et le massacre de Cana au Liban en 1996 (qui entraîne le renforcement du Hezbollah) ; « Rempart à Jénine » au printemps 2002, « Voie ferrée » deux mois plus tard (qui font de 2002 et de 2003 des années sanglantes pour les populations civiles en Israël) ; « Arc-en-ciel » en mai 2004, « Jour de pénitence » quatre mois plus tard, au nord de la bande de Gaza (avec assassinats de dirigeants politiques du Hamas, revendiqués sans complexe par le gouvernement israélien et payés par des attentats-suicides, qui culminent en 2005). Résultat : au début de 2006 : le Hamas obtient la majorité absolue aux élections législatives libres dans la bande de Gaza. La guerre revient au Liban en 2006 ; le pays est dévasté. Le butin de l'armée israélienne ? « L'échange de deux dépouilles mortelles de soldats israéliens contre cinq détenus et des dizaines de dépouilles mortelles libanaises et palestiniennes... »

Et le bilan des « terroristes » ?

« Il est vrai que la victoire démocratique du Hamas lui a été volée (écrit Dominique Eddé). Vrai, que la négation quasi unanime de son droit au pouvoir l'a dangereusement isolé. Si bien que nous ne saurons jamais ce qu'il aurait fait s'il avait été pris pour interlocuteur. Il n'empêche : un combat politique réclame d'autant plus de vigilance et d'inventivité que l'adversité est grande, les moyens limités. Les deux ont cruellement manqué. »

Et le bilan de l'Autorité palestinienne, à Ramallah ?

Voici ce qu'en dit Dominique Eddé :

« Qu'a apporté à son peuple le président de l'Autorité palestinienne, en échange de sa totale soumission au pouvoir américain et israélien ? De concession en concession, de poignée de main en poignée de main, il n'a rien obtenu de plus que son maintien au pouvoir. Il a confondu l'ouverture et la capitulation. Il a mis en danger la cohésion de son peuple. Et, durant ce temps, la corruption qui avait causé l'échec électoral de son parti se poursuit impunément. »

Conclusion de l'auteur :

« A force de traiter les Palestiniens (les Arabes en général) par le mépris, à force de ne traiter qu'avec ceux d'entre eux qui sont à la botte, de leur extorquer concession sur concession, de jouer au plus fin, de préférer grignoter encore et toujours du territoire -un bout de Jérusalem par-ci, une colonie par là -, que gagnent les plus forts ? La rage du plus faible ? Sa défaite ? Pas seulement. Ce à quoi nous assistons, c'est la transformation progressive d'une situation négociable en une situation explosive, ingérable... Et, dans cette escalade, chaque jour sera un jour de trop. »

LE MUTISME DES ARCHANGES DE LA LIBERTÉ

Si Dominique Eddé ne parle pas de la France, dans ce drame, un autre écrivain, philosophe de surcroît, lui aussi formé dans la culture classique française, Mezri Haddah, un Tunisien musulman, en fait l'ouverture de son article intitulé « Gaza : la trahison des clercs », paru dans « Le Monde » daté du 13 janvier :

Bien plus que le spectacle tragique des enfants déchiquetés et des familles décimées, c'est le mutisme, en France, des archanges de la liberté et des droits de l'homme qui est incompréhensible et insupportable.

On les a vus se mobiliser pour les Tchétchènes ou pour les Bosniaques - ce qui est bien louable - mais pourquoi se taisent-ils sur le massacre quotidien de populations civiles palestiniennes ? Pourquoi ne dénoncent-ils pas avec la même ardeur humaniste et la même prise de conscience les actes criminels de l'armée israélienne à Gaza ?

Chaque fois que les circonstances l'ont exigé, je n'ai pas hésité à blâmer les miens, au nom de ce que je prenais pour des valeurs universelles, au nom d'une coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens, au nom d'une fraternisation entre juifs et musulmans. J'ai dénoncé l'imposture démocratique qui a hissé le Hamas à la tête de Gaza. Je craignais pour le déjà agonisant processus de paix, je redoutais le choc des civilisations, j'appréhendais le totalitarisme théocratique que devaient subir les habitants de Gaza en les isolant du reste du monde.

Le Hamas n'a pas eu le temps de transformer Gaza en enfer. Israël et l'Égypte, avec la complicité active des États-Unis, ont précipité ce funeste destin. Durant deux longues années, comme les Irakiens avant la chute de Saddam Hussein, 1,5 million de Palestiniens ont été mis en quarantaine. Gaza est devenue une « prison à ciel ouvert », reconnaissait Stéphane Hessel ...

L'unique compromis qu'Israël, sous l'influence de l'Égypte, a fini par concéder, c'est la signature d'une trêve de six mois avec le Hamas, en contrepartie d'une levée bien contrôlée du blocus. Même à dose homéopathique, l'étau de ce blocus n'a jamais été desserré. Beaucoup moins pour alléger le calvaire des Gazaouis que pour entretenir leur image de protecteurs de la veuve et de l'orphelin ...

En temps de paix, Israël a imposé à la population de Gaza un blocus cruel et inhumain ; en temps de guerre, la puissante armée de ce pays n'hésite pas à tuer cinquante civils pour atteindre un combattant du Hamas...

LE TERRORISTE GUY MOQUET

En 2007, consigne fut donnée aux enseignants des petites classes de faire lire par leurs élèves la lettre que le jeune Guy Môquet avait écrite à ses parents juste avant d'être fusillé par les nazis.

Guy Môquet était un combattant de la Résistance, qui luttait contre l'armée d'occupation, pour libérer son pays. Pour ses bourreaux et pour les Français collabos, c'était un terroriste.

Aujourd'hui, les combattants du Hamas, qui luttent pour chasser l'occupant de leur pays, sont traités de terroristes dans le monde libre, comme en Israël.

Où est l'erreur ?

NOUS VIVONS DANS « UNE ÉCONOMIE SPECULATIVE DE MARCHÉ » SANS LE SAVOIR !

Était-ce possible ? Charles Delamare, directeur de la revue « France-Forum », le croit. N'oublie-t-il pas de mettre à part au moins les spéculateurs eux-mêmes et ceux qui, le sachant, n'ont pas voulu le croire ou n'ont pas su arrêter à temps la culbute ?

Dans le numéro de « France-Forum » qui doit paraître durant le premier trimestre de 2009 et dans la perspective du colloque que la revue a décidé d'organiser au Palais du Luxembourg le 3 avril, il signe un article intitulé « La faillite de l'oligarchie », où il rappelle un retour à une « économie sociale de marché » sans dissimuler ses doutes sur les difficultés de sa mise en œuvre.

Quand les moralistes dénoncent les « paradis fiscaux », ils citent comme principal bénéficiaire « l'argent sale » de la drogue, de la prostitution, des fraudeurs de l'ISF, mais rarement les multinationales qui dissimulent depuis des années une grande partie de leurs bénéfices et qui représente, d'après des estimations sérieuses près de 70% des placements clandestins... Trop bons gestionnaires, leurs initiateurs, membres de l'oligarchie des managers, exigeaient des traders, leurs complices et leurs obligés, des rendements de l'ordre de 15%, sous peine de supprimer leur emploi ou de leur diminuer les bonus qui

constituaient leur raison de vivre. D'où la souscription des subprimes et autres CDS, qui font maintenant l'objet du rire (jaune) des médias. Sur les quelque 25000 milliards de dollars disparus en fumée, combien se sont évaporés qui provenaient des placements opérés, avec le souci de les soustraire à l'action de l'Etat et au contrôle des actionnaires ? Probablement 15 à 20.000 milliards de dollars. Les fonds ainsi « divertis » ne pouvaient que difficilement réapparaître dans l'économie réelle. Ils se bouscuaient, pour ainsi dire, si bien que les actifs « autorisés » prirent une valeur croissante, et fictive. On dit qu'ils sont « partis en fumée » quand la faillite de telle ou telle banque immobilière révéla le creux de ces placements. C'est inexact : ils étaient déjà de la fumée.

Cette mécanique est bien décrite, mais la fumée qu'elle a provoquée est-elle tout à fait dissipée aujourd'hui ? A qui pense Charles Delamare quand il parle des « obligés ? L'oligarchie financière dont il démonte les vis et les écrous n'a-t-elle pas joué un rôle important dans le succès électoral obtenu en 2007 par une nouvelle équipe politique, dont le modèle affiché était le capitalisme américain ?

D'ailleurs l'auteur lui-même ajoute, sans qu'on l'y ait poussé : « la révélation de l'aveuglement, sans compter la filouterie, du capitalisme new-yorkais, étend son influence négative sur le public. Plus les « responsables » essaient de rétablir la situation par de belles paroles, moins on les croit... »

Ecrire cela, n'est-ce pas laisser entendre qu'il y a encore aujourd'hui des filous de cette espèce en liberté dans des pays où les dirigeants se sont mis à prêcher la morale ?

En tout cas, Charles Delamare, à leur propos, en rajoute une couche : « Les pontifes qui ne cessaient de critiquer la gestion de l'Etat et de vanter la supériorité du privé se taisent aujourd'hui ou réclament l'aide généreuse, quoique bien involontaire, des contribuables. »

Sur le remède à administrer au malade, l'auteur écrit : « Tant que subsistera « l'économie spéculative de marché », la menace de détournements de type new-yorkais se réalisera sans cesse. Les souhaits de rétablir des contrôles stricts sont des vœux pieux ou probablement, vides de toute intention d'agir. Parce que, plus encore que trompeux, les responsables politiques sont incompetents. La crise leur est tombée sur la tête sans qu'ils l'aient vu arriver, au moins jusqu'en septembre 2008 et non pas 2007 ».

Autrement dit : on n'est pas sorti de l'auberge et, pour rétablir une économie sociale de marché, il faudra patienter, le temps de remplacer les responsables politiques actuels par des gens compétents.

GISCARD, LUI, NE CROIT PAS QUE LA CRISE LEUR SOIT TOMBEE SUR LA TETE

« Il faut trouver le moyen de réguler rapidement le capitalisme, sinon les dérives que nous avons constatées vont se reproduire. Il est évident que ceux qui ont profité du système veulent que « ça recommence comme avant. » Il est incroyable que les organismes de contrôle n'aient pas fait leur travail, que personne n'ait été averti de rien. Il faut mettre rapidement en place de nouvelles règles. »

Ces propos sont de Giscard d'Estaing, dans un long entretien avec trois journalistes du « Monde », publié dans le numéro daté du 13 janvier 2009.

Ils ont échappé à l'attention des grands médias. C'est dommage. Tenu par un ancien président de la République, ancien ministre des Finances, expert en finance internationale, bon connaisseur en capitalisme libéral, ils constituent un événement. Ne traduisent-ils pas le soupçon que certains de nos dirigeants politiques ont vu venir la catastrophe mais n'ont pas pour autant cherché à en limiter, à l'avance, les effets désastreux ? Des millions de Français ont un tel soupçon en tête.

« CRISE EXCEPTIONNELLE », ESTIME-T-ON A L'OCDE ET AU FMI

• Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, le 22 décembre 2008, sur Radio BFM : « On va vers une perte de 8 à 10 millions d'emplois dans la zone OCDE et de 20 à 25 millions dans le monde d'ici à 2010. »

• Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, dans « Le Monde » daté du 24 décembre : « Nous sommes en présence d'une crise d'une amplitude exceptionnelle. »

UNE SOCIETE QUI EXCLUT SES HABITANTS

De plus en plus, les tensions sociales se résolvent par la mise à distance, l'isolement. Pour la société, le ghetto n'est pas une maladie mais une solution. En province, les ghettos sont souvent ignorés car ils n'ont pas l'ampleur des cités de Seine-Saint-Denis ou de la banlieue lyonnaise. Il y a pourtant régulièrement des émeutes, mais elles passent inaperçues.

..... Dans le gettho, on se replie sur des modes familiaux rigides ; la violence est utilisée pour obliger l'autre à rentrer dans les normes. A la différence des garçons, les filles des cités peuvent échapper, en partie, au racisme. D'où un sentiment accru d'humiliation chez les hommes qui se crispent pour défendre leur place. Les frustrations cumulées du sexe et de la pauvreté mènent au désarroi et à la colère. Au final, tout cela renvoie à la nature du ghetto, enfermement subi mais aussi protection vis-à-vis d'une société qui exclut ses habitants. Bref, le ghetto fabrique des hommes et des femmes qui savent qu'ils ne méritent pas leur exclusion et qui sentent que leur vie se déroule sans qu'ils puissent vraiment la vivre. C'est souvent pire que la misère »

Extrait d'un entretien avec Didier Lapeyronnie, sociologue, professeur à la Sorbonne, dans « La Croix » du 16 janvier 2009.

« C'EST L'ERE DU DOUTE... » PERSONNE N'EN DOUTE PLUS

C'est le titre de l'éditorial de Dominique Quinio dans « La Croix » du 23 décembre 2008 :

« Banquiers, traders, agences de notation, gestionnaires de fonds, responsables politiques ou économiques : personne n'échappe à la suspicion, à l'écoeurement devant les pratiques de quelques-uns, tellement déconnectés des réalités de leurs contemporains, qu'ils risquent sans broncher des sommes dont le montant finit par ne plus avoir de sens.

Telle est la grave responsabilité de ces jongleurs des marchés, incompetents ou malhonnêtes, de ces tricheurs : non seulement, ils entraînent l'économie dans la tourmente, mais ils contribuent à instaurer un climat de défiance généralisée, injuste pour les professionnels vertueux, néfaste pour la démocratie. La corruption serait partout, gangrenant la société, l'organisation économique, le monde politique : ce qui ne laisse guère de chance aux personnes suspectées de fraudes de revendiquer leur innocence. Un bon prétexte pour s'exonérer soi-même du respect des règles ; une bonne raison de combattre le système par la violence. Seule une lutte énergique contre les dérives et les tricheries d'un système financier débridé pourra nous préserver de la tentation de douter de tout et de tous. »

LA SCIENCE AU BISTROT DU COIN... AU RAS DU ZINC

Savants, chercheurs et leurs étudiants font partie désormais de la masse grandissante des Français qui sont enfin sortis du doute sur la débâcle que nous prépare le Pouvoir.

« Pour une recherche bling-bling ? Performance et concurrence à tout prix ignorent réalité et finalité de la recherche » titre « Le Monde » daté du 19 février au-dessus d'un article d'Alexandre Dupeyrix, philosophe et germaniste, enseignant à la Sorbonne.

Ce contestataire écrit :

« Dire que les enseignants chercheurs refusent d'être évalués, c'est ignorer le parcours et la vie quotidienne d'un chercheur. Mais la stratégie est simple et toujours aussi grossière : débusquer les prétendus tricheurs, les fainéants, les paresseux et justifier les réductions de postes ou les modifications de statut. Chercher c'est bien, trouver c'est mieux, c'est le message qui traverse le discours présidentiel, simple, imparable, facilement relayable au bistrot du coin. Cette rhétorique ras-du-zinc est socialement malsaine, le ressentiment dont elle est chargée est communicatif. Nicolas Sarkozy, c'est un peu Tullius Detritus dans l'album d'Astérix *La Zizanie* : partout où il passe, les gens se tapent dessus.

.....

« J'ajouterais que la crise économique actuelle entame sérieusement la crédibilité d'un modèle fondé sur une obsession mortifère de la compétition et du gain. Que cette atmosphère générale de pression permanente nourrit un malaise sourd et une violence sociale. C'est là qu'on attendrait une vision, un souffle, une énergie véritablement positive, et non des décharges d'agressivité. Notre pays n'a pas besoin d'un chef d'entreprise vindicatif à sa tête, mais d'un homme de rassemblement qui se soucie de la paix sociale, d'un vivre-ensemble harmonieux et de la poursuite du bonheur-utopie qui est au fondement de notre modernité politique (cf. le préambule de la Déclaration de 1789).

« Au fond, tout cela demande une certaine hauteur de vue. C'est un problème de politique de civilisation ! Tiens, on n'en entend plus parler de celle-là. »

DES CONTREVERITES FLAGRANTES... DES SIMPLIFICATIONS OUTRANCIERES

Wendelin Werner n'est pas un petit rôleur de bistrot : professeur de mathématiques à l'université Paris-Sud et à l'École normale supérieure, membre de l'Académie des sciences, il a reçu la médaille Fields en 2006.

Dans « Le Monde » daté du 19 février, il s'adresse directement au président de la République :

« Vous ne mesurez peut-être pas la défiance quasi unanime à votre égard qui s'installe dans notre communauté scientifique. L'unique fois où nous avons pu échanger quelques mots, vous m'avez dit qu'il était important d'arriver à se parler franchement, au-delà des divergences, car cela fait avancer les choses. Permettez-moi donc de nouveau de m'exprimer, mais de manière publique cette fois.

Je m'y sens aussi autorisé par l'extrait suivant du discours que vous aviez prononcé il y a un an lors de votre venue à Orsay pour célébrer le prix Nobel d'Albert Fert : « *La tâche est complexe, et c'est pourquoi j'ai voulu m'entourer des plus grands chercheurs français, dont vous faites partie, pour voir comment on pouvait reconfigurer notre dispositif scientifique et lui rendre le pilotage le plus efficace possible. Je les consulterai régulièrement, ces grands chercheurs, et je veux entendre leurs avis.* » Je vous donne donc mon avis, sans crainte et en toute franchise.

« Votre discours du 22 janvier a, en l'espace de quelques minutes, réduit à néant la fragile confiance qui pouvait encore exister entre le milieu scientifique et le pouvoir politique. Il existait certes, déjà, une réaction hostile d'une partie importante de notre communauté aux différents projets mis en place par votre gouvernement et leur motivation idéologique. Mais c'est uniquement de votre discours et de ses conséquences dont je veux parler ici.

« Tous les collègues qui l'ont entendu, en direct ou sur Internet, qu'ils soient de droite ou de gauche, en France ou à l'étranger (voir la réaction de la revue *Nature*), sont unanimement catastrophés et choqués. De nombreuses personnes présentes à l'Élysée ce jour-là m'ont dit qu'elles avaient hésité à sortir ostensiblement de la salle, et les réactions indignées fleurissent depuis.

.....

La rigueur et le questionnement nécessaires, la détermination de la vérité scientifique sont utiles de manière plus large. Votre discours contient des contrevérités flagrantes, des généralisations abusives, des simplifications outrancières, des effets de rhétorique douteux, qui laissent perplexe tout scientifique.

..... »

CHANTEZ-LE NOUS !

Chansonniers, chanteurs de chansons populaires, humoristiques et satiriques, musiciens-chanteurs-comédiens traduisent bien sur scène les humeurs et les attentes du peuple travailleur, qui vient les voir et les entendre dans les nombreuses petites salles à petit prix. Ainsi, Bernard Joyet, dans son récent numéro, où il mélange chansons, histoires et mimiques, obtient un franc succès, comme à « l'Européen », à Paris, le 2 février dernier.

Prévoyant l'avenir, il parle d'une grand'mère qui, en 2080, répondra aux questions de sa petite fille, écolière, sur l'histoire de France. Et l'une de ces questions porte sur la naissance de la Sixième République.

- Tu étais déjà grande, grand'maman, dit la fillette.

- Oh non ! répond la grand'mère : quand j'avais ton âge, il y avait déjà longtemps que le Troisième Empire avait laissé la place à la Sixième République.

LA POLITESSE DES PAUVRES

Céline, dans « Voyage au bout de la nuit » (Le Livre de Poche édition de 1958) se rappelle ainsi ses vingt ans (page 85) :

« Je n'avais pas encore appris qu'il existe deux humanités très différentes, celle des riches et celle des pauvres. Il m'a fallu, comme à tant d'autres, vingt années et la guerre pour apprendre à me tenir dans ma catégorie, à demander le prix des choses et des êtres avant d'y toucher, et surtout avant d'y tenir. »

GISCARD REVIENT DE LOIN

Rallié au parti qui allait gagner les élections en 2007, Giscard d'Estaing en souffre aujourd'hui dans sa fierté. C'est lui qui le dit :

« Je souffre un peu de la légèreté du débat politique français, je n'y trouve pas de satisfaction intellectuelle. »

C'est le journal « La Croix », dans son numéro du 4 mars 2009, qui rapporte cet aveu fait par l'ancien président de la République le 2 mars lors d'une réunion tenue au Palais du Luxembourg dans le cadre d'un cycle baptisé « Les années Giscard ».

C'EST ANDRE DILIGENT QUI LE DISAIT TRES BIEN ;

Extrait d'un avant-propos rédigé par André Diligent et placé en tête d'un ouvrage du Professeur Bruno Béthouart intitulé « Le MRP dans le Nord-Pas-de-Calais 1944-1967 », où se trouve un manifeste diffusé en 1944 par le « Rassemblement démocratique des résistants d'inspiration chrétienne ».

« Nous étions plus affamés de doctrine et d'idéal que d'honneurs. Nous ne cherchions pas un homme surdoué pour nous aligner derrière lui, nous offrions notre dessein à quiconque acceptait de le vivre... Nous ne bousculions pas pour être en vitrine ; le culte de la personnalité n'existait pas. Nous préférons le partage des efforts à celui des honneurs. Nos moyens étaient à la criée. Parfois même, revenant de réunions lointaines, nous passions la nuit dans des salles d'attente de gares glacées... »

ELENA, PETITE SŒUR DE JESUS, A GAZA

Lu dans la « Lettre, d'information » N° 71 de mars 2009 de « L'œuvre d'Orient », dont le directeur général est Mgr Philippe Brizard, président de « Pax Christi ».

Pendant la journée nous sommes tous à la recherche de nourriture... ou bien, bidon à la main, nous cheminons à la recherche de quelques litres d'eau à boire ! Gaza, une des plus belles villes de Palestine est devenu un grand camp de déplacés : des enfants, des femmes, des hommes qui ont perdu leurs maisons et, pour beaucoup, une partie de leur famille (...)

Hanna, réfugiée dans notre quartier, nous dit l'état de son appartement après le passage des soldats israéliens : tout est démoli, même la crèche, petit vestige d'un Noël que nous n'avons pas fêté... et, dans ses yeux résignés, je lis l'exode de sa famille, réfugiée de Jaffa en 1948... car l'histoire se répète 60 ans après. (...)

Consolez, consolez mon peuple... » (Is. 40,1)... consolez les parents de Christine, 15 ans, qui meurt étouffée par la peur, après qu'une bombe tombe à côté de sa maison. Consolez Minerva, dont la maison est détruite et, 24 heures après, le fils, Nassim, est tué par un autre missile. Deux jeunes chrétiens palestiniens dont le destin est lié à celui de leur peuple (...)

Notre curé, qui a si fortement dénoncé le massacre et réclamé la justice, nous encourage, nous maintient fermes dans l'espérance, « ancre de notre âme » (Hb6, 19)... Je n'ai jamais entendu prier le Credo avec tant de force !!!! « Ne crains pas, petit troupeau... » (Lc 12, 32)... continue le chemin avec tout ton peuple...

Mais, ce qui a donné le plus de force à tout mon être c'est d'aller avec Nada (enceinte de 5 mois) pour faire une échographie... le docteur me montre, dans l'écran, le coeur du bébé, petit point blanc qui bat avec force...tic...tic...tic... accroché vigoureusement à la vie, criant au monde que, elle, la vie, est encore aujourd'hui plus forte que la mort !!!

LEILA SHAHID JAMAIS DUPE

Elle est maintenant déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne.

Elle continue à voyager beaucoup ; son point fixe est à Bruxelles.

Le 18 mars 2009, elle a répondu aux questions que lui posait le grand journal belge, « Le Temps », à la suite des élections israéliennes.

Ses réponses ont été diffusées par l'Association France-Palestine.

Nous en donnons ici quelques extraits.

Le résultat de ces élections israéliennes constitue en effet une mauvaise nouvelle. Pour tout le monde, d'ailleurs : les Palestiniens, les Israéliens, les Européens et les Américains. La victoire de la droite et de l'extrême droite israéliennes couplée à la débâche de la gauche légitimise en Israël des thèses racistes dont les auteurs se montrent ouvertement fiers. Je rappelle que M. Lieberman a appelé à la déportation des Palestiniens d'Israël ou a regretté que son pays n'ait pas utilisé à Gaza les mêmes armes que les Etats-Unis au Japon en 1945 ! Voilà ce que propose cet ex-videur de bar moldave, c'est vraiment une mauvaise nouvelle pour la démocratie israélienne qu'un tel personnage dispose de 15 députés et puisse à loisir faire basculer les coalitions.

• La thèse de la carotte économique qui ferait accepter l'occupation aux Palestiniens a échoué depuis très longtemps. En outre, comment cela fonctionnerait-il avec un mur de 700

kms et 630 check points qui cloisonnent le territoire palestinien ? Le problème palestinien est simple : il faut mettre fin à l'occupation.

• A Annapolis, en novembre 2007, 45 pays s'étaient engagés sous la houlette américaine à appuyer des négociations qui devaient aboutir au statut permanent des territoires palestiniens à la fin de l'année dernière. On était déjà très mal parti. Maintenant, au moins, le double discours de gens comme Ehoud Olmert, premier ministre israélien sortant, qui prêche la paix sans la faire avancer d'un pouce, sera mis à jour. Que cela soit Tzipi Livni ou Netanyahou qui lui succède, je crains que l'Autorité palestinienne (AP) s'aperçoive qu'elle n'a plus de partenaire israélien pour faire la paix.

REMBOURSEZ ! BIS

A l'approche du printemps, les dirigeants actuels de la France ont entrepris de dénoncer de façon théâtrale l'immoralisme du capitalisme libéral après en avoir fait leur programme électoral en 2007. Ils ne nous ont rien appris. On les avait vus venir.

Ils avaient vanté la politique américaine, dont ils n'ignoraient rien. Logiquement, ils ont commencé à nous l'appliquer. Elle a été profitable aux plus riches, néfaste pour tous les autres. Aujourd'hui, ils ont peur que ses effets, par leur énormité, ne dépassent très fortement le prix dont ils pensaient qu'elle coûterait aux moins riches et aux pauvres.

Ils ont ainsi démontré qu'ils étaient inaptes à gouverner la France. Ils cherchent fiévreusement – ils tiennent des propos contradictoires du matin au soir – à sortir du champ des responsables présumés en accusant avec férocité ceux qui leur ont apporté un soutien décisif dans la conquête du pouvoir, à l'américaine, en 2007, et qui ne se font pas à l'idée de renoncer à leurs privilèges.

Mieux encore, ils poussent leur ingratitude jusqu'à leur demander de se repentir et de faire pénitence en public, comme de vulgaires maraudeurs.

Ils ne sont pas allés jusqu'ici (fin mars) à exiger d'eux qu'ils remboursent ce qu'ils ont gagné malhonnêtement. Mais ça viendra peut-être.

Ce scénario, « Le MRP vous parle ! » l'a pratiquement décrit dès le mois d'octobre – il y a six mois ! – dans son numéro 119 reçu par ses abonnés à la mi-décembre, sous le titre « Remboursez ! » (pages 7 à 16). Il a même évalué à un million de chômeurs en plus, en France, en 2009. Fin mars, c'était le chiffre retenu dans leurs prévisions par les services ministériels.

Ainsi, s'agissant de l'aptitude à bien s'informer et à bien comprendre à la fois ce qu'on nous chante sur la scène et ce qu'on nous cache derrière le rideau, « Le MRP vous parle ! » est plutôt meilleur que la plupart des journaux, assis le cul entre deux chaises, mis à part France-Inter et les publications modestes des groupements d'extrême-gauche.

Et la modestie est une vertu plus durable que la gloriole.

BAYROU BESANCENOT MEME COMBAT ?

De Patrick Roger dans « Le Monde » daté du 31 mars.

Pour M. Bayrou, la crise, qu'il se refuse à considérer comme une simple « parenthèse » a « ruiné » le « modèle inégalitaire proposé par M. Sarkozy. « Ce modèle qu'on voulait nous imposer s'est effondré sous nos yeux », estime le président du MoDem, pour qui, désormais, « un autre monde est possible ». Dans le ton comme dans la forme, les accents radicaux du leader démocrate flirtent parfois avec le registre du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot. « Il faut être dur pour faire la guerre à l'argent qui veut dominer tout. Il faut être dur pour faire la guerre à ceux qui veulent confisquer », avertit-il.

ODETTE DE COCCOLA, SŒUR MARIE-CYRILLE

est décédée le 4 février 2009, à 92 ans



Le regard brillant, le sourire aux lèvres, la marche prudente pour descendre à l'étage des salles de réunion au Palais du Luxembourg, quand allait s'y tenir une assemblée générale de l'Amicale du MRP, Odette de Coccola, dans sa tenue de sœur auxiliaire de la charité, prenait le temps de saluer un à un les participants arrivés avant elle, en lui adressant un petit mot personnel, ironique, sur le pouvoir établi, quel qu'il fût.

C'était sa façon, originale, de retrouver périodiquement les anciens du MRP, au cours des années 80 et 90. Elle les écoutait, elle leur parlait, elle savait aussi bien qu'eux ce qui se passait dans le monde politique et, comme eux, elle avait son opinion.

Le MRP, il est vrai, elle connaissait : la Résistance, l'engagement des chrétiens dans la vie politique, la création d'un nouveau parti et son animation jusqu'à la fin du trajet, en 1965.

Elle naît le 22 janvier 1916, en Corse, à Sainte-Lucie-de-Moriani ; elle est la septième enfant d'une famille qui en comptera huit et qui viendra s'installer à Paris, en 1920.

Après le bac au lycée Lamartine, une licence de philo à la Sorbonne, un certificat de physique à la Faculté de médecine de Paris, un concours dans une formation rattachée à l'ENA, un engagement durable et très actif dans la JEC, elle obtient un poste d'administrateur civil dans les services de l'Education nationale. C'est un choix qui prolonge un de ses rêves d'enfant : toute petite, elle disait déjà qu'elle voulait devenir la première femme préfet de France.

Vient la guerre. Odette s'engage dans un réseau de la Résistance où elle collabore avec le Père de Montcheuil (1), jésuite, qui mourra dans le maquis du Vercors. En août 1944, elle participe aux actions qui conduisent à la libération de Paris, puis, quelques mois plus tard, la logique de ses convictions la conduit à adhérer au MRP, pour y agir.

Elle y est vite remarquée ; par les ministres MRP notamment, qui l'appellent, successivement, à jouer un rôle important dans leur cabinet : **Robert Prigent**, ministre de la Santé publique et Population, de 1945 à 1947 (Odette a 30 ans) ; **Germaine Poinso-Chapuis**, à son tour ministre de la Santé et Population (qui lui confie les fonctions de chef-adjoint de son cabinet), en 1947 et 1948, dans le gouvernement de Robert Schuman ; **Alain Poher**, secrétaire d'Etat aux Finances puis au Budget en 1948 et 1949 ; **Lionel de Tinguy**, secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques en 1949 et 1950, dans le second Gouvernement de Georges Bidault. Remarquant ce parcours, René Pleven l'appelle à son cabinet, à Matignon, en 1951.

Durant cette période de la Quatrième République, où le MRP se trouve au coeur des événements politiques et parlementaires, Odette fréquente beaucoup les couloirs du Palais-Bourbon et le Groupe MRP. Partout à tout moment, elle veille à assurer le succès du Mouvement dans tous les domaines de l'action sociale, sanitaire, familiale et éducative.

Robert Prigent, qui, en 1951, n'a pas été réélu député de la première circonscription du Nord, devient en 1956 – il le restera durant vingt ans – directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales (UNIOPS).

La collaboration d'Odette avec Robert Prigent s'en trouve renforcée, d'autant que c'est en 1956 qu'Odette – elle a 40 ans – décide d'entrer dans la congrégation des Sœurs de Marie auxiliaire, qu'elle connaît pour avoir déjà œuvré avec elle dans les aumôneries des lycées Lamartine et Edgar Quinet et en catéchuménat de la paroisse Notre-Dame de Lorette à Paris (qui est celle de la maison de la congrégation, sise rue de Maubeuge).

Cette congrégation avait souhaité reconvertir les sanatoriums qu'elle avait créés et qu'elle gérait par l'intermédiaire d'un groupement, l'Association de Villepinte. Elle avait pris contact avec Robert Prigent, alors ministre de la Santé. De là était née l'idée de créer un institut médico-pédagogique à Champrosay, dans l'Essonne. Et l'idée devint réalité.

Voilà comment, de 1963 à 1985, Odette de Coccola, devenue Sœur Marie-Cyrille, va diriger l'établissement de Champrosay, le premier du genre en France ; en mettant en œuvre tous les moyens humains disponibles, son attention, son charisme, une tendresse toute maternelle, en y ajoutant ses relations personnelles, elle obtient des succès reconnus par tous les spécialistes de ce milieu encore mal connu, où la réussite exige le travail, la compétence, l'innovation et beaucoup plus encore...

La maison de Champrosay accueille des enfants, à partir de trois ans, et des adolescents polyhandicapés mentaux, qui peuvent y rester jusqu'à la fin de leur adolescence et même jusqu'à un autre placement pour jeunes adultes. On y compte actuellement 110 enfants internes et une trentaine d'externes, tous très handicapés.

Dans la maison de repos de la congrégation, rue Pierre Picard, au pied de la butte Montmartre, où elle a passé la fin de sa vie, elle continuait à recevoir le bulletin « Le MRP vous parle ! ». Depuis sa chambre, elle voyait le dôme du Sacré Cœur. Dans la lettre que la Supérieure nous a adressée pour nous remercier de notre participation à ses obsèques, le 11 février, à Notre-Dame de Lorette, elle nous a écrit : « Le MRP lui tenait très à cœur et elle parlait de ses amis jusqu'à ces dernières semaines. »

N.B. Nous avons rédigé cet article en nous référant à nos souvenirs, à nos archives, à l'hommage que la Supérieure lui a rendu au cours de la messe des funérailles et aux précisions précieuses que nous a adressées Sœur Elise-Amiel.

(1) Le père Yves de Montcheuil est alors l'aumônier des étudiants catholiques à la Sorbonne.

J.P.

**DENISE RENDU, NEE JOUVE,
qui avait été la fiancée de Gilbert Dru
est décédée le 31 octobre 2008, à 86 ans.**

Elle était depuis deux ans la fiancée de Gilbert Dru quand celui-ci fut abattu, avec quatre de ses camarades de la Résistance, par la Gestapo, le 27 juillet 1944 à midi, place Bellecour à Lyon.

Il avait 24 ans, elle en avait 22 ; ils étaient l'un et l'autre étudiants à la Faculté des lettres de Lyon et se trouvèrent engagés ensemble dans les divers mouvements de la jeunesse chrétienne lyonnaise qui avaient choisi la Résistance dès 1941. Elle y connut, comme lui, la plupart des hommes et des femmes qui, à Lyon, allaient participer à la fondation du MRP ...

L'amour entre fiancés, à cette époque où le danger était quotidien, s'exprimait avec de la gravité dans les mots. Denise, qui avait conservé les lettres que lui envoyait Gilbert depuis Paris lors de ses séjours dans la capitale en 1943 et 1944, en a cité des extraits dans le livre qu'elle a écrit avec Jean-Marie Domenach et Bernard Comte, « Gilbert Dru, un chrétien résistant », publié chez Beauchesne en 1998 :

• **Début 1943** « Notre humilité sera de marcher sans savoir si un jour tout se rejoindra, notre courage de marcher sans savoir quelle destinée Dieu nous réserve, comment – même s'Il ne nous appelle pas à l'union totale -, il fera notre bonheur et notre salut. Nous sommes engagés plus gravement peut-être que par des fiançailles humaines ... »

• **15 août 1943** « Que de choses sont venues par vous et toutes dans le même mouvement vers la grâce, la Lumière, et tout ce qui est de Dieu »

• **1944** « Reprenons le fil de notre amour, sans regarder le passé : il est en nous, tournés vers notre avenir, qui est à nous ».

• **Juin 1944** « Je t'écris en pensant à cette longue absence, à tous ces mois où j'ai été près de toi, sans être vraiment à côté de toi, sinon trop rarement ... Tu es là, le cœur gros... Quand cela finira-t-il, quand commencera, recommencera notre vie ? »

Denise Jouve poursuit ses études et obtint l'agrégation de lettres classiques. Elle fut professeur au Lycée Saint-Just à Lyon et collabora au quotidien lyonnais « La Liberté », que Maurice Guérin avait déjà créé dans la clandestinité durant l'occupation.

Elle épousa Christian Rendu, qui était un ami très proche de Gilbert et un membre très actif, lui aussi, des groupements de la résistance chrétienne lyonnaise.

L'annonce du décès de Denise a été publiée par Christian Rendu dans « Le Monde » daté du 12 décembre 2008. Son adresse : 5, rue Francisque Jomard 69600 Oullins.

J.P.

JACQUES GISSINGER

Ancien agent de l'Assemblée Nationale, ancien militant du MRP, membre fondateur de l'Amicale du MRP, membre de son comité directeur, doté d'un caractère indocile comme tout bon Franc-Courtois – il aimait beaucoup sa ville natale, Besançon et il s'y rendait souvent-, Jacques Gissinger est décédé le 5 décembre 2008, à l'âge de 85 ans.

Il vivait depuis très longtemps dans sa maison avec jardin, rue des Jardinets à Antony, dans la banlieue sud de Paris. Il se montrait bon jardinier à ses heures.

Durant sa retraite, il avait personnellement soigné son épouse, atteinte d'une grande maladie, avec un dévouement absolu. Littéralement, c'est lui qui l'avait maintenue en vie pendant des années.

Il était président d'honneur de la Société mutualiste du personnel de l'Assemblée Nationale. Il avait été conseiller municipal d'Antony.

Ayant fait don de son corps à la science, sa famille, quatre enfants, sept petits-enfants, deux arrière petits-enfants et ses nombreux amis se sont réunis le 13 décembre en la chapelle de l'Institution Sainte-Marie d'Antony. Henri et Anne-Marie Catherin ont participé à la cérémonie.

ARTHUR ANGER

Discret, réservé, cet ancien militant MRP, Arthur Anger était un membre fidèle de l'Amicale. Chaque année, il faisait au moins un don important pour la survie du journal « Le MRP vous parle ! ». Il est décédé le 7 février 2009 à Chalifert, en Seine-et-Marne, où il habitait. Nous avons adressé nos condoléances à sa famille.

JP

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Cotisation à l'Amicale du MRP avec abonnement au journal• « Le MRP vous parle ! » (4 numéros par an) 35 euros• Abonnement seul 18 euros• Don complémentaire facultatif pour la survie du journal : sans limitation• Paiement par chèque à l'ordre de Amicale du MRP et adressé à Amicale du MRP 133 bis, rue de l'Université – 75007 Paris• Vous pouvez régler l'abonnement, un don complémentaire et la cotisation avec un seul chèque ; nous ferons la répartition nous-mêmes. |
|---|

Etonnante, variable, réservée, éclatante de rire, imprévisible, en tenue négligée, très chic, intellectuelle gourmande, capricieuse, toujours charmante...

MARIE-MADELEINE DIENESCH

Elle a 31 ans quand elle entre pour la première fois au Palais-Bourbon, en octobre 1945, comme députée des Côtes-du-Nord à l'Assemblée Constituante, élue en troisième position sur la liste MRP conduite par Henri Bouret, derrière Honoré Michard. C'est un peu un miracle, car elle n'est pas connue. Elle a bien été professeur de lettres aux collèges de Saint-Brieuc et de Lisieux durant la guerre, mais son engagement politique, à cette époque, se trouvait dans le mouvement, risqué mais clandestin, Libération-Nord.

A Paris, le monde politique découvre en elle une femme petite, fluette, un frais minois : chaque jour sourire aux lèvres, aux yeux et au visage, tous dépourvus de maquillage ; gestes délicats mais sans recherche vestimentaire. « Quel accoutrement ! » déploraient ses amies.

Au Palais-Bourbon, elle révèle peu à peu son personnage. Elle est capable de travailler dur comme de ne rien faire. Elle choisit à son gré. Son intelligence et sa culture séduisent ; la langue d'Homère est pour elle une gourmandise. Elle se confie peu. Son instinct de réserve, de distance, est vif et elle donne l'impression qu'elle aime en jouer. Elle intrigue son entourage.

Dans les réunions du Groupe MRP, elle écoute plus qu'elle ne parle, elle fait des propositions originales, libérées des préjugés et des codes doctrinaux. Elle est patiente, calme.

En revanche, dans d'autres lieux, dans d'autres circonstances (elle est membre des « Equipes féminines » du MRP (voir « Le MRP vous parle ! » n° 76, page 23), vice-présidente de l'Union Européenne Féminine, fondée en 1955 par les femmes démocrates-chrétiennes de onze pays de l'Europe libre), elle se montre très vive, elle aime la vie, elle entraîne les autres : « Un rire étonnant, éclatant souvent de façon inattendue, un état de rêverie dans lequel on se plonge pour s'évader de l'entourage, un attrait pour la poésie, une invitation à partager un repas où l'on vous impose ce que l'on préfère, une colère pour obtenir ce que l'on pense nécessaire au plus grand nombre, un accueil chaleureux ponctué d'exclamations sincères et, par-dessus tout, une persévérance, une opiniâtreté dans l'action, voici le personnage de l'amie qui nous a quittés » a écrit d'elle Germaine Touquet, qui la connaissait bien (voir « Le MRP vous parle ! » n° 76, pages 30 et 31, n° 81, page 23).

S'agissant de son engagement politique, elle assume les responsabilités collectives du MRP. Aux élections législatives du 2 janvier 1956, elle est tête de liste et elle a pour rival Henri Bouret, qui dirige une liste « Jeune République ». Non seulement elle est réélue, mais sa liste obtient un deuxième siège, attribué à Pierre Guillou, alors qu'Henri Bouret n'est pas réélu.

A l'issue des élections législatives du 23 et 30 novembre 1958 (qui se font au scrutin uninominal à deux tours, rétabli par de Gaulle dès le début de la Cinquième République), elle l'emporte dans la circonscription qu'elle a choisie, celle de Loudéac. Elle a mené une campagne extrêmement vive contre « l'Union pour la Nouvelle République », le parti gaulliste (voir à ce sujet « Le MRP vous parle ! » n° 81). Elle est de nouveau réélue à l'issue des élections des 18 et 25 novembre 1962 et se retrouve avec 36 autres élus MRP dans un nouveau groupe, celui du « Centre Démocratique », qui compte 55 membres.

Quand intervient la fin de cette législature, en 1967, le MRP a disparu depuis deux ans. Marie-Madeleine crée alors un club politique, « Démocrates-Cinquième République » et, réélue, elle s'apparente au Groupe RPR. Elle commence ainsi une nouvelle carrière politique, à laquelle elle mettra fin en 1981 (voir « Le MRP vous parle ! » n° 76, page 30, « Après les événements de mai 1968... »)

Elle fut la dernière femme députée MRP sous la Cinquième République. Elle fut élue et réélue députée à chaque renouvellement de l'Assemblée de 1945 à 1978. Elle eut ainsi un mandat de député de 1945 à 1981, durant 36 ans, entrecoupé plusieurs fois par ses fonctions de secrétaire d'Etat (à l'Education nationale, aux Affaires sociales et à la Santé publique) dans cinq gouvernements puis d'ambassadeur à Luxembourg, de 1975 à 1978...

Dans les années 80 et 90, quand l'Amicale du MRP pouvait réunir plus de cent adhérents pour son banquet annuel ou son assemblée générale dans les Salons Boffrand, au Palais du Luxembourg, on la retrouve parmi les invités (car elle était restée membre de l'amicale). Et comment ne pas de nouveau tomber sous le charme ? Etait-ce sa mission diplomatique qui l'avait embellie ? Elle était habillée dernier chic, elle avait un maquillage discret mais de classe, ses yeux pétillaient comme autrefois, elle s'amusait de pouvoir étonner les anciens. Elle avait

J.P.

N.B. Voir page suivante

MARIE-MADELEINE DIENESCH

députée MRP des Côtes-du-Nord de 1945 à 1967

puis réélue à chaque renouvellement de l'Assemblée Nationale en 1967, 1968, 1973 et 1978, apparentée au Groupe des démocrates pour la Cinquième République (gaulliste), cinq fois secrétaire d'Etat à l'Education nationale ou aux Affaires sociales, ambassadeur à Luxembourg de 1975 à 1978.

Jusqu'à son décès, le 9 janvier 1998, à Paris, dans sa 84^{ème} année, elle a été membre de l'Amicale du MRP.



Elle est née le 3 avril 1914 à Zeitoun, dans la banlieue du Caire, en Egypte, où son père Alfred Dienesch, était conseiller juridique. Elle a fait ses études secondaires dans des établissements privés de Neuilly (Collège Sainte-Marie, Université libre de jeunes filles) et de Paris (Collège Sévigné). Elle s'est inscrite ensuite à la Sorbonne, où elle a obtenu une licence ès lettres classiques et un diplôme d'études supérieures de grec. Elle a été reçue à l'agrégation de lettres classiques. Elle a été professeur au collège de Saint-Brieuc de 1939 à 1943, puis de nouveau en 1944-1945, après une année au collège de Lisieux. Elle a participé à la Résistance au sein du mouvement Libération Nord. Elle a adhéré au MRP dès sa création et elle a fondé le Secrétariat Général de l'Education Nationale dans les Côtes-du-Nord.

Sa carrière parlementaire commence le 21 octobre 1945 avec son élection à la première Assemblée Constituante ; la liste MRP dans les Côtes-du-Nord a trois élus : Henri Bouret, Honoré Michard et M.M. Dienesch, qui a 31 ans.

Au Palais-Bourbon, elle se consacre d'emblée et sur une très longue période, principalement au monde, qu'elle connaît bien, des enseignants, à tous les niveaux : traitements des instituteurs, isolement des maîtres ruraux, indemnité de premier équipement pour les instituteurs et les professeurs, soutien au cadre unique pour le statut des enseignants du second degré, rôle du SGEN dans les commissions ministérielles, augmentation des crédits affectés à la recherche scientifique, mesures à prendre pour favoriser le recrutement des enseignants (on manque de maîtres d'école après la Libération), création du Bureau universitaire de statistiques, démocratisation de l'accès aux études supérieures, création d'un véritable enseignement professionnel agricole.

Cette action s'élargit au domaine des élèves : extension aux étudiants de certaines dispositions de la Sécurité Sociale, élévation des subventions aux colonies de vacances, assouplissement de la discipline dans les écoles normales d'instituteurs, moyens d'assurer la gratuité effective des études supérieures, comblement du retard dans le nombre et le montant des bourses, transformation des méthodes anciennes d'enseignement pour aller vers une pédagogie libérale...

Elle se distingue en outre, avec quelques décennies d'avance, par le dépôt d'une proposition de loi tendant à abolir la peine de mort.